

1981, chapitre 50
LOI CONCERNANT LA VILLE DE GATINEAU

Projet de loi n° 255
présenté par M. Michel Gratton
Première lecture le 10 juin 1981
Deuxième lecture le 18 juin 1981
Troisième lecture le 18 juin 1981
Sanctionnée le 18 juin 1981

Entrée en vigueur le 18 juin 1981

Loi modifiée:

Loi concernant certaines municipalités de l'Outaouais et du Haut-Saguenay (1974, chapitre 88)



CHAPITRE 50

Loi concernant la ville de Gatineau

[Sanctionnée le 18 juin 1981]

Préam-
bule. **ATTENDU QUE** la ville de Gatineau a intérêt à ce que sa charte soit modifiée;

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1974, c. 88,
a. 11
édicte
par. a. 18,
mod.
1. L'article 11 de la charte de la ville de Gatineau, édicté par l'article 18 du chapitre 88 des lois de 1974, est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

Rémuné-
ration. «Chaque membre du comité reçoit, comme rémunération annuelle pour ses services en cette qualité, en outre de toutes autres sommes reçues à titre de membre du conseil, le montant de la rémunération annuelle d'un conseiller de la municipalité.

Modalités
du
paiement. Le conseil détermine par résolution les modalités du paiement de cette somme dont le tiers est versé à titre de dédommagement d'une partie des dépenses inhérentes à la charge concernée.».

Comité ad-
ministratif. **2.** À compter de l'élection générale de 1983, le comité administratif créé en vertu de l'article 11 de la charte de la ville de Gatineau, édicté par l'article 18 du chapitre 88 des lois de 1974, est réputé être un comité exécutif constitué selon la sous-section 5.1 de la section IV de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). Le comité exécutif est composé de trois membres.

Effet, a. 1. **3.** L'article 1 a effet à compter du 1^{er} janvier 1981 et cesse d'avoir effet à compter de l'élection générale de 1983.

1974, c. 88,
a. 11
édicte
par. a. 18
ab.
4. L'article 11 de la charte de la ville de Gatineau, édicté par l'article 18 du chapitre 88 des lois de 1974, est abrogé à compter de l'élection générale de 1983.

Entrée en
vigueur. **5.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.